



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **10 7 AVR. 2014**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

## **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU  
et aux agréments des exploitants des installations de broyage des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2000 modifié autorisant la société CFF RECYCLING  
PURFER à poursuivre l'exploitation de la plate-forme de retraitement de déchets de  
métaux, matières plastiques et pneumatiques situé quartier de la Gare, RD 147 à SAINT-  
PIERRE-DE-CHANDIEU, et régissant le fonctionnement de l'ensemble des activités de  
l'établissement ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 3 mars 2014 en application des dispositions de l'article  
L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 3 mars 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de SAINT-PIERRE DE CHANDIEU, RD  
147, Quartier de la Gare, a permis à l'inspection des installations classées de constater  
que :

- certains véhicules hors d'usage, dont les opérations de dépollution n'ont pas été  
correctement réalisées, sont toutefois acceptés pour le broyage,

- les derniers résultats de contrôle des niveaux sonores, communiqués à l'inspection, montrent que les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT donc que la société PURFER, sur son site de SAINT-PIERRE DE CHANDIEU, ne respecte pas les prescriptions du point 1 de l'annexe II de l'arrêté du 2 mai 2012 et celles du point 2.2 de l'article 2 du chapitre II de l'arrêté du 17 juillet 2000 modifié et susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières présente des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les mesures nécessaires afin de se conformer aux prescriptions du point 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité et du point 2 de l'article 2 du chapitre II de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2000 modifié et susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société PURFER, RD 147, Quartier de la Gare à SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU, est mise en demeure, pour l'exploitation de son installation, de respecter :

- sous **un mois**, les dispositions du point 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité, en refusant tout véhicule hors d'usage pour lequel les opérations de dépollution n'ont pas été réalisées,
- sous **trois mois**, les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée conformément aux dispositions du point 2 de l'article 2 du chapitre II de l'arrêté du 17 juillet 2000 modifié et susvisé ;

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PIERRE-DE-CHANDIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le

7 AVR. 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID

1000 1000 1000

1000 1000 1000